



Discrimination basée sur l'appartenance ethnique : le cas des Tsiganes Bulgares

Etude réalisée par l'Union Démocratique des Femmes

En Bulgarie vit une population composée de différents groupes ethniques: Bulgares, Turcs, Tsiganes, Arméniens, Juifs, etc. Selon les données du recensement de la population, la structure de la société par groupes ethniques est la suivante :

Années	Total	Bulgares	Turcs	Tsiganes	Autres
1900	100.0	77.1	14.2	2.4	6.3
1920	100.0	83.1	10.7	2.0	4.0
1946	100.0	84.0	9.6	2.4	4.0
1965	100.0	87.9	9.5	1.8	0.8
1974	100.0	87.0	10.2	1.9	0.9
1992	100.0	85.7	9.4	3.7	1.2

Source: Kiril Donkov, Etnicheskiat sastav na nasélienieto (Composition ethnique de la population), "Statistika" 2/94

Au cours des dernières années, marquées par de considérables transformations politiques, économiques et sociales, liées au changement du système politique et du modèle économique, l'état des différents groupes ethniques a subi lui aussi des changements. Pour tous les groupes de la population, la transition vers l'économie de marché, en règle générale, est accompagnée d'une profonde crise économique, d'un niveau élevé de chômage, d'un appauvrissement de masse et d'une considérable division en couches de la population. Ces processus négatifs, souvent liés à des violations des droits sociaux et de travail de base (droit au travail, droit à la formation et à la qualification, droit à l'assurance sociale et autres) concernent les groupes ethniques donnés à des degrés différents.

Selon les experts indépendants dans le domaine de l'étude des minorités, la situation économique et sociale complexe en Bulgarie et la délicate situation géopolitique dans les Balkans exigent l'élaboration d'un tableau démographique précis pour la Bulgarie, surtout dans le domaine du nombre et de la répartition régionale des communautés minoritaires.

Le manque de statistiques nationales sur l'indice ethnique du marché du travail rend extrêmement difficiles l'analyse et l'évaluation de l'emploi et du chômage par l'indice ethnique. Les sources principales d'information sont les études sociologiques. Elles révèlent toutes que la situation sur le marché du travail est la plus difficile pour les Tsiganes/Roms en Bulgarie et, bien loin derrière eux, se situent les Turcs. Du point de vue



de la discrimination, celle-ci est incomparablement plus grande de nouveau chez les Tsiganes. Le chômage relativement élevé chez les Turcs est lié plutôt à la restructuration de l'économie et à la liquidation d'un certain nombre d'entreprises de l'industrie.

L'évaluation de la discrimination basée sur l'appartenance ethnique sera orientée principalement vers le groupe des Tsiganes.

Des données sur le nombre et la structure de la population tzigane peuvent être obtenues en général grâce aux recensements réguliers de la population (qui ne rendent pas toujours compte de l'indice ethnique). Le dernier recensement (2001) n'a pas rendu obligatoire la déclaration d'appartenance ethnique ce qui fait que les données dans ce domaine sont incomplètes. Le dernier recensement avec une information relativement complète concernant la composition ethnique de la population date de 1992. Cependant, il n'y a aucun moyen de vérifier la véritable appartenance ethnique lors du recensement, puisqu'il s'agit d'une simple déclaration. Certaines personnes déclarent avoir une autre identité ethnique pour ne pas être stigmatisées.

Selon les données du dernier recensement en janvier 2001, les Tsiganes en Bulgarie sont 365 797, c'est-à-dire 50 000 de plus qu'au moment du recensement de décembre 1992. Selon l'Institut Statistique National (ISN), pendant les 10 dernières années, il s'agit du seul groupe ethnique qui augmente en nombre absolu. Cette augmentation est due principalement à un taux de natalité élevé, le plus haut en comparaison avec les autres groupes ethniques.

D'après les différentes estimations d'experts (sociologues bulgares, services sociaux et services de l'emploi, ainsi que certains spécialistes européens sur les questions des Tsiganes), les Tsiganes/Roms seraient en fait entre 600 000 et 750000 en Bulgarie.

D'après A. Jéliazkova, deux raisons peuvent expliquer cette forte augmentation du nombre de personnes qui se déclarent tsiganes entre les deux recensements de 1992 et 2001 :

- un certain prestige associé à l'identité tzigane. Au cours des dernières années (depuis huit ans environ), le prestige de l'identité Tzigane et de l'appartenance à cette minorité a augmenté.
- une faible diminution mécanique de la population (migration extérieure). Les communautés bulgare, turque et juive quittent le pays à cause de la profonde crise économique et de la pauvreté. Les Tsiganes émigrent eux aussi, mais à cause de leur marginalisation et de leur pauvreté extrême, leur "réussite" à l'étranger est moindre, et ils sont rapatriés le plus souvent.

Le problème emploi/chômage

Dans le classement des problèmes des Tsiganes pendant les 13 dernières années, la place primordiale est occupée par les problèmes de l'emploi et par ceux qui en découlent - le chômage et la pauvreté. A la question: "Lequel des problèmes suivants a le plus d'influence sur vous et votre foyer ?", à la première place se trouve la réponse "les difficultés économiques", suivie de "la possibilité d'avoir un emploi".

"**La discrimination dans l'accès au travail**" est à la troisième place. Selon A. Jéliazkova, il est possible que le problème complexe de



recherche d'emploi (lié à la conformité par rapport au marché du travail, à la formation ou au niveau de qualification) soit "simplifié à l'extrême" par les interrogés qui explique leurs difficultés à travers le modèle le plus facile de la "discrimination".

Les dimensions régionales de ces attitudes sont très intéressantes. L'intensité du problème du "chômage" est relativement plus basse dans la capitale. La même remarque est valable pour le problème de l'intensité des "difficultés économiques". Par contre, l'intensité de la "**discrimination**" ressentie suit la direction inverse - ce sentiment est le plus fort dans la capitale et diminue en fonction en même temps que l'importance de la localité. On aurait pu supposer une logique et s'attendre à une discrimination accrue là où les difficultés économiques sont plus grandes et le nombre des emplois disponibles le plus bas. Ce phénomène inversé peut être expliqué par des facteurs politiques : les problèmes économiques obtiennent facilement une formulation politique là où sont concentrées les organisations non gouvernementales (ONG) - dans notre cas, cette formulation est ethnique ou discriminatoire. Dans une perspective à long terme, cela pourrait créer une impression incorrecte chez les gens : au lieu de se focaliser sur les raisons fondamentales (formation et qualification), ils se concentrent sur l'interprétation de la "privation d'emploi".

Le fait que "le manque de possibilités de formation" soit placé en quatrième position (1.95) sur l'échelle des difficultés des foyers tziganes est très décourageant.

Les différentes caractéristiques de formation et de qualification de la population en Bulgarie définissent les différents niveaux de chômage, qui sont aggravés par deux facteurs - l'un, géographique (habitation dans des régions à l'infrastructure faible), l'autre, démographique (nombre élevé des enfants qui approfondit la pauvreté réelle).

La formation et la qualification, avec le lieu géographique (capitale-province), sont les **facteurs fondamentaux** du niveau de difficulté dans la recherche d'un emploi chez les personnes enquêtées. Pourtant, tous ne sont pas d'accord avec cette constatation. Par exemple, selon une étude réalisée par IMIR en 2001, à la question : "*Quelles sont les trois raisons principales qui vous empêchent de trouver un emploi?*", les réponses les plus fréquentes sont :

- "la dépression économique totale dans le pays" (86 %)
- "**mon appartenance ethnique**" (73 %)
- "la qualification incomplète" (71 %).

Nous pourrions supposer, si l'on se fie à ces réponses, que "si l'économie se développe et si la discrimination ethnique est éradiquée, les deux obstacles principaux à la recherche d'emploi n'existeraient pas". Pourtant, cela est démenti par la pratique. Même dans le cas d'une économie en développement (en effet, au cours des dernières années, la Bulgarie montre une croissance économique relative de 4 à 5% par an), le chômage élevé et l'augmentation de la pauvreté restent un fait qui mène à la marginalisation et à la désintégration de la population tzigane. La situation est analogue dans d'autres pays de l'Europe de l'Est (par ex. la Pologne). On constate que une partie seulement de la population participe à l'essor économique ; il s'agit de ceux qui ont une formation et une qualification professionnelle plus hautes.



Les Tsiganes qui possèdent une formation primaire et supérieure, ainsi que ceux qui possèdent une situation économique plus confortable mentionnent "la dépression économique générale" comme la raison principale de la difficulté à trouver un emploi. Les personnes interrogées qui n'avaient pas formation primaire, et surtout ceux qui vivaient dans la capitale, désignent comme raison principale **l'appartenance ethnique**.

Les femmes et les plus jeunes désignent comme raison principale du manque d'emploi la qualification insuffisante. Si le taux du chômage moyen pour le pays varie entre 18 et 25 %, chez les Tsiganes elle atteint et dépasse 80 %. Selon les données de l'IMIR, nous pourrions affirmer que dans certaines localités et dans certains quartiers à forte population tzigane, le chômage peut atteindre 95 %.

Suivant les données d'une étude de l'IMIR, **en 1999** dans certains des plus grands quartiers tziganes et dans des villages à forte population tzigane en Bulgarie, **65 % des Tsiganes sont chômeurs :**

- 25 % des Tsiganes au chômage n'ont jamais eu d'emploi,
- 9 % sont au chômage depuis plus de 10 ans,
- environ 43 % sont au chômage depuis 5 à 10 ans,
- 13 % sont au chômage depuis 2 à 4 ans.
- seuls 10 % sont restés sans travail depuis les 12 derniers mois.

Dans une des dernières des études de l'IMIR (2001), ces données sont confirmées :

- **58 %** des Tsiganes enquêtés déclarent être **au chômage**,
- 20 % sont à la retraite,
- 15 % ont un emploi,
- 2.5 % sont en congé de maternité,
- 1.5 % sont femmes au foyer et
- 0.5 % sont étudiants.

Toutes les informations sur le taux du chômage doivent être examinées et évaluées de manière attentive. Très souvent la notion "emploi" signifie pour le répondant "contrat de travail avec salaire", plus rarement "une activité rapportant des revenus". Très souvent, les Tsiganes sont engagés dans l'économie informelle, c'est-à-dire avec des activités qui leur rapportent des revenus, mais pour pouvoir conserver la possibilité de toucher les indemnités sociales, ils ne déclarent pas ces activités sans contrat de travail. On pourrait observer le contraire - déclaration d'activité économique et surtout du chômage afin de pouvoir toucher les indemnités sociales, sans pourtant rechercher activement un emploi. Pour l'objectif de l'étude sur l'emploi et le chômage dans ce groupe ethnique, différentes questions ont été posées qui sont complémentaires l'une de l'autre et qui servent à préciser les informations.

Par exemple, à la question: "Quel est actuellement votre statut social et économique?", les réponses obtenues montrent un niveau d'emploi relativement élevé - en moyenne 14.8 % (en outre, il faut prendre en compte le fait que les interrogés ont été interviewés chez eux et qu'il existe une grande possibilité qu'une grande partie des employés soient au travail lors de l'interview).

A une autre question, par exemple "Quel type de travail/activité avez vous exercé pendant les derniers 6 mois afin de toucher de l'argent?", la réponse "je n'ai pas gagné d'argent pendant le dernier mois" donne une



estimation raisonnable concernant le chômage et l'emploi (souvent informel). Presque 50 % ont choisi cette réponse. Il faut remarquer que dans la capitale 60 % n'ont pas gagné d'argent pendant le dernier mois, mais seulement 37.5 % déclarent être au chômage à la question sur leur statut social et économique. Cela signifie qu'une partie des gens avaient été engagés dans des activités économique sans recevoir des rémunérations.

Dans les villages, le taux des gens qui "n'ont gagné aucun argent" est considérablement plus élevé que celui des gens se considérant chômeurs (respectivement 44.2 et 59.8). Cela signifie que les gens sont encore enclins à considérer l'emploi dans le contexte d'un "emploi contre un salaire", et non pas dans le sens plus large d'une activité lucrative (très souvent payé non pas en liquide mais en nature).

Une autre dimension du problème emploi/chômage est donnée par les réponses à la question: "De laquelle des sources suivantes votre foyer a-t-il reçu de l'argent pendant les 6 derniers mois?". On peut ainsi étudier les sources de revenus auxquels les foyers ont accès (et non pas le taux des revenus du foyers de la source respective).

Les aides sociales, les pensions et des emplois en intermittenance sans contrat de travail dominant. Les allocation chômage sont mentionnées par seulement 8.3 %, ce qui paraît vrai et souligne le fait que la plupart des Tsiganes au chômage sont chômeurs de longue durée et n'ont plus droit aux allocations de chômage.

Pour ceux qui ont répondu avoir des revenus d'un emploi, *l'emploi temporaire (de temps en temps) sans contrat domine*, suivi de l'emploi régulier avec un contrat de travail et un salaire.

En ce qui concerne la stabilité de l'emploi ou "l'emploi de travail continu", nous pouvons analyser les réponses à la question: "Quand pour la dernière fois avez-vous eu un emploi?" Les réponses obtenues confirment le caractère de longue durée du chômage tsigane - en moyenne les hommes et les femmes mentionnent l'année 1996. Les plus jeunes (jusqu'à 25 ans) mentionnent l'an 2000, les 26-40 ans - 1997, les 41-55 ans - 1992.

Ceux qui ont une formation primaire et inférieure sont engagés dans les différentes sphères de "l'économie grise", où les rémunérations ne sont pas réglementées et sont beaucoup trop basses, et ne comprennent ni les assurances sociales et ni celles de santé. Souvent, les activités sont illicites (par exemple, production et mise en bouteilles d'alcool, commerce de devises ou d'objets volés, placement de drogue) et une partie des travailleurs dans cette sphère tombent sous le coup de la loi.

Les possibilités d'emploi des tsiganes se situent souvent dans leurs artisanats traditionnels qui pourraient devenir leur avantage le plus concurrentiel. Cependant selon A. Jéliazkova, les données ne donnent pas de raisons d'être optimiste dans ce domaine. A la question "Quelles activités traditionnelles, pratiquées dans votre communauté, peuvent être source de revenus aujourd'hui?", les réponses sont les suivantes :

- travail manuel (76.6 %),
- commerce (70.4 %),
- musique (assez loin derrière avec 51.7 %).



Les Tsiganes interviewés dans la capitale dominant parmi ceux qui ont désigné le commerce (96 %), la voyance (56 %) et le métier de guérisseur (33 %) comme des sources potentielles de revenus. D'où on peut en déduire que :

- les Tsiganes sont enclins à choisir (ou à compter sur) des activités qui n'exigent presque aucune qualification (même les métiers traditionnels sont peu cités en comparaison avec le travail manuel, c'est-à-dire le travail physique non qualifié). Cela pose de sérieux problèmes pour leur avenir, d'autant plus que de telles aptitudes deviennent de moins en moins concurrentielles dans les conditions économiques actuelles et futures.

- les résultats de cette question révèlent soit une idée inadéquate sur les exigences de marché (attendre que le travail non qualifié puisse être source de revenus), soit une estimation adéquate de leurs possibilités actuelles (fortement réduites). Dans les deux cas, le message est assez pessimiste: *les aptitudes traditionnelles ne peuvent pas être conçues comme une source d'avantage éventuel de concurrence et les stratégies de création d'emplois doivent être basées sur d'autres raisons.*

Quelles sont les sphères d'emploi et les sources de revenus pour la population tsigane ?

- La vente de déchets récupérables (métal et papier). 20 % des familles enquêtées ont obtenu ainsi certains moyens de subsistance. C'est une activité masculine, réservée à ceux sans formation primaire, ayant des familles nombreuses et aux plus pauvres.
- La cueillette d'herbes médicinales.
- L'agriculture (12 % ont travaillé dans l'agriculture, et presque la moitié des Tsiganes en Bulgarie habitent dans des villages). Cela témoigne de l'envergure du problème de l'accès aux ressources productives (terres et capital opérationnel).
- La construction de bâtiments (10 % des enquêtés).
- L'industrie (7 %).
- L'exploitation des enfants dans la rue (5 %).
- La formation (à peine 2.2 %, dont 20.5 % sont habitants de la capitale).

Au temps de l'économie centralisée, une grande partie des Tsiganes travaillaient dans l'agriculture. Avec l'effondrement de l'ancien système et la restitution des terres, ces possibilités ont disparu, ce qui a contribué aux niveaux élevés de la pauvreté parmi les Tsiganes villageois dont le nombre dépasse la moitié de la totalité des Tsiganes en Bulgarie.

Selon les statistiques, vers la fin des années 40 (avant la coopération de masse des terres), environ 75 % des Bulgares et 86 % des Turcs qui vivaient à la campagne possédaient leur propre terre et s'occupaient d'agriculture.

Plus de 50 % des Tsiganes en Bulgarie pendant les dernières 40-50 années, qui vivaient dans les villages, possédaient des maisons, des jardins et gagnaient un revenu en étant embauchés dans les coopératives. *La restitution des terres a laissé des milliers de Tsiganes sans gagne-pain, marginalisés et sans possibilités de nourrir leurs enfants, de les habiller et de les envoyer à l'école.* En outre, dans certains villages il s'est avéré que les maisons des Tsiganes étaient



construites sur des terres appartenant à d'autres personnes ou sur une propriété communale.

Le chômage qui atteint presque 100 % dans les villages a mené à une baisse des relations interethniques dans les villages bulgares. Les Tsiganes se sont mis à voler la production agricole de leurs voisins, à cambrioler leurs maisons et à voler leur bétail, ce qui a provoqué un changement brusque des attitudes négatives des autres ethnies (Bulgares, Turcs, Pomaks, etc.) vis-à-vis des Tsiganes, qui vont jusqu'à la xénophobie et à certaines manifestations agressives.

Le processus de "renomadisation" a peut-être aggravé le problème (à la différence du début du XXe siècle, aujourd'hui le mode de vie nomade ne peut pas assurer de ressources de revenus stable "conformes" à la structure économique existante de la société).

Si l'on ne fait pas preuve d'une approche adéquate, le problème de la pauvreté des Tsiganes villageois (apparu à la suite des changements du système pendant les années 90) augmentera à la suite de la migration tsiganes apparaissant dans les régions villageoises.

Si des possibilités d'auto-engagement se sont pas garanties (terres de la part de l'Etat ou des fonds communaux), ces gens peuvent entrer dans le processus de "renomadisation" avec toutes ses conséquences négatives pour les relations interethniques.

Chômage et stratégies de vie

Les économistes soulignent que, si le chômage dans une communauté donnée atteint 30 % de ses membres pour plus de deux ans, dans cette communauté commencent à être observés des processus de dégradation qu'elle ne peut pas surmonter seule. Au cours des 10 dernières années, le niveau du chômage chez les Tsiganes dépasse de beaucoup cette limite. Le degré d'appauvrissement de la communauté a atteint des dimensions très menaçantes. Se sentant exclus de la société, les Tsiganes ont commencé à se concentrer dans les villes et les villages des alentours, renforçant de cette manière leur aliénation spatiale par rapport au reste de la population. Les migrants et une partie de l'ancienne population vivent dans des conditions cauchemardesques, avec des états de santé dégradés, sans la possibilité de se nourrir, avec l'exclusion des enfants de l'école, etc. Cela mène à un héritage de la pauvreté pour la jeune génération. Selon Dr Ilonka Tomova, *nous avons toutes les raisons d'affirmer que pendant les dernières années nous sommes témoins de la formation d'underclass dans les milieux des Tsiganes.* Les interviews en profondeur de son équipe montrent que, sous certains aspects, on pourrait parler de comportement typique de ghettos chez les Tsiganes dans les quartiers de ségrégation. Dans ces quartiers où **le chômage a touché plus de 90 % de la population adulte, grandissent des jeunes de plus en plus illettrés qui ne lient pas leurs idées de la vie au travail.** Cette circonstance augmente la probabilité que les habitants du ghetto comptent sur des sources illicites de revenus, ce qui affaiblira et même rompra leur lien avec le marché légitime du travail.

Dans les grands quartiers tsiganes **le chômage est beaucoup plus élevé et plus durable parmi les femmes que parmi les hommes:** 16 % des hommes et 31 % des femmes (dans l'échantillonnage) n'ont



jamais travaillé. sur cet aspect, la communauté tsigane diffère considérablement des valeurs moyennes pour le pays, où parmi les femmes bulgares et turques s'est raffermie une activité économique de presque 100 %, c'est-à-dire un désir d'emploi ou un emploi (avant les derniers changements politiques et économiques).

Les fonctionnaires dans les bureaux d'assistance sociale soulignent que le chômage officiellement enregistré chez les femme tsiganes est plus bas que les données moyennes du chômage chez les femmes dans plusieurs régions. Une partie de ces femmes ne s'inscrivent pas comme chômeurs pour différentes raisons (manque de domicile fixe, passage d'une maternité à une autre, handicap élevé, enregistrement irrégulier dans les services sociaux, etc.).

La situation des **jeunes Tsiganes** provoque des inquiétudes. Selon l'étude déjà citée d'A. Jéliazkova, 66 % des jeunes Tsiganes (17-29 ans) *n'ont jamais travaillé*. Parmi **les femmes du même groupe d'âge**, ce taux est de 77 %.

L'étude montre que:

- 85 % des Tsiganes n'ont même pas pensé commencer un business à eux,
- 5 % ont essayé mais ont fait faillite,
- 2 % ont eu leur business qu'il ont vendu ensuite et
- à peine 4 % des enquêtés possèdent un business qui réussit.

Parmi les facteurs les plus considérables de cette situation sont désignés la formation et la région (ceux qui ont fait faillite sont deux fois plus nombreux dans les villes régionales que dans la capitale).

La série d'études de Dr Tomova et des équipes sociologiques de l'IMIR montrent que **le chômage ne touche pas de manière égale les Tsiganes des différents sous-groupes**. Le chômage est le plus élevé dans le groupe des Tsiganes dits "nus" - entre 74 % et 92 %. Les stéréotypes négatifs des Bulgares envers ce groupe sont les plus forts et les plus résistants. Ces Tsiganes entrent le plus difficilement dans des activités de travail organisées, ils ont le statut de formation et de qualification le plus bas et leur discipline de travail est presque inexistante.

Sur le marché du travail, la situation des Tsiganes dits "bulgares" est la meilleure. Ils font partie des micro-communautés les mieux intégrées dans la société bulgare. Ils s'inscrivent dans l'industrie dès son apparition, construisent leur autorité comme une couche de travailleurs pendant un siècle et demi. De leurs milieux sont sortis des médecins, économistes et juristes. **Le chômage le plus bas est observé dans le quartier tsigane "Christo Botev" à Sofia (41 %).**

Suivant l'étude d'A. Jéliazkova de 2001, dans l'échelle des valeurs des Tsiganes interrogés le travail est placé avant la famille et le bonheur des enfants, probablement comme une condition fondamentale pour eux, mais aussi en témoignage de la charge du chômage parmi les enquêtés. Ceux de la capitale dominent dans les indices "bonne santé" et "travail", et ceux des villages préfèrent la vie saine et prévisible et la richesse.

A la question: "Quelles sont les trois conditions pour votre réussite dans la vie?", les réponses sont comme suit:



- la chance (61 %),
- une bonne santé (45.9 %),
- l'aide de l'Etat (45 %),
- beaucoup de travail (37 %),
- une bonne formation (35 %).

Ces réponses révèlent l'envergure de la culture de la dépendance dans la communauté tzigane (attitude passive, manque de possibilités d'influence sur leurs propres stratégies de vie). Il est difficile d'attendre de cette communauté qu'elles comprennent comment la formation et la qualification peuvent changer les possibilités d'emploi et de vie, et la stratégie de vie de la personne.

La politique d'assistance sociale et pour une politique active sur le marché du travail

Selon les études anthropologiques et sociologiques de l'IMIR, les Tsiganes possèdent de fortes attitudes étatiques. L'attente de masse dans la communauté tzigane est que l'Etat prenne soin d'eux. En comparaison avec les autres groupes ethniques, les Pomaks ont le plus faible espoir en l'Etat - ils ont toujours compté sur eux-mêmes, sur la famille, le clan et la communauté. Pour les Bulgares, un nationalisme traditionnel est généralement plus caractéristique.

Les résultats de l'étude régionale sur les Tsiganes révèle clairement le niveau de dépendance des Tsiganes envers l'Etat. A la question "Quel est le meilleur moyen pour les gens de résoudre leurs problèmes?", 51 % des interviewés répondent "L'Etat est celui qui résout les problèmes, nous ne pouvons pas faire grand chose", 24 % estiment que les gens doivent résoudre leurs problèmes ensemble, sans distinction d'appartenance ethnique, et seulement 17 % déclarent que chacun doit s'occuper de soi-même.

L'attitude existante chez les Tsiganes et, selon les opinions de différents spécialistes, la stratégie établie pendant les dernières années de **compter sur l'Etat** sont généralement liées à l'assistance sociale. Les moyens, attribués à l'assistance sociale, sont insuffisants pour les nécessités constamment croissantes pendant les 14 dernières années. La crise économique, le déficit du budget de l'Etat d'un côté, le chômage considérable et l'appauvrissement de masse de la population et surtout celui des Tsiganes de l'autre côté limitent les possibilités du budget de l'Etat et de l'assistance sociale. Selon les données de l'étude de P.-E. Mitev et d'I. Tomova, à peine 23 % des Tsiganes touchent des aides sociales mensuelles, et à peine 1/3 de la totalité des chômeurs dans le pays. La plupart des familles tziganes qui ont le droit de toucher quelques allocations sociales, comptent surtout sur les allocations familiales pour les enfants et, éventuellement, sur la maigre retraite des parents âgés dans le foyer.

L'information sur les sources de revenus des Tsiganes montre dans quelle mesure ceux-ci sont dépendants de l'assistance sociale ou du manque de vision sur ce qui doit être fait dans ce domaine. Seulement 22 % des interrogés ont déclaré toucher un salaire régulier avec un contrat de travail pendant les 6 derniers mois, et 6 % ont un salaire régulier sans contrat de travail soit, au total, 28 %, c'est-à-dire entre 1/4 et 1/3. Presque la moitié (49 %) vivent grâce aux allocations sociales, 39% des foyers subsistent grâce aux pensions des personnes



âgées, 34 % comptent sur les allocations familiales, environ 1/3 (32 %) nourrissent leur familles par un travail par intermittence.

Selon l'étude du Club "Economie 2000", effectuée en 1998 concernant le monitoring du programme d'aide sociale urgente, les Tsiganes représentent la partie la plus élevée des bénéficiaires des aides sociales.

Groupe ethnique	Partie de la population	Bénéficiaires
Bulgares	84.7	71.3
Turcs	11.2	10.8
Tsiganes	3.0	16.2
Pomaks	0.2	0.5
Autres	0.5	0.5

Source: Economie 2000

Les possibilités des allocations sociales sont fortement réduites. Les personnes à l'âge actif peuvent les toucher seulement si elles sont inscrites comme chômeurs! De là vient l'enregistrement comme chômeurs, c'est-à-dire des personnes sans emploi officiel et sans revenus et cherchant activement un emploi, de beaucoup de Tsiganes qui, pratiquement, ne cherchent pas un emploi. Le haut niveau du chômage, la demande fortement réduite de main d'œuvre dans le pays et les restrictions concernant les Tsiganes dans le domaine de la concurrence, provoquées par leur basse formation en général et par le manque de préparation professionnelle, donnent une garantie qu'on ne leur proposera pas de travail dans les services de l'emploi et qu'ils pourront toucher des allocations sans travailler. Cette forte certitude leur est donnée également par l'existence d'une discrimination ethnique, d'un côté, et de l'autre côté - par leur basse situation matérielle et financière. Selon les opinions des spécialistes des services sociaux et des bureau du travail, cela a changé l'attitude de la partie dominante des Tsiganes envers le travail et les allocations sociales : la motivation de travail est devenue insignifiante, tandis que les attentes vis-à-vis de l'Etat ont augmenté, ainsi que la pratique de répartition criminelle des revenus dans la société - par cambriolages, prostitution, non paiement de services utilisés (électricité, chauffage, transport et communication, etc.). A son tour, ce phénomène augmente les attitudes négatives dans la société envers les Tsiganes, ce qui crée d'autres problèmes sociaux.

La politique de réduction du chômage dans le pays pendant les dernières années s'est restructurée de passive à active, c'est-à-dire de paiement sociaux - à l'emploi. Un des exemples les plus typiques de cela, c'est le programme développé "De l'assistance sociale à l'emploi". Un autre programme spécifique (pour les Tsiganes), appliqué depuis plus de 5 ans, c'est "Alphabétisation, préparation professionnelle et emploi". D'autres programmes existent destinés à créer ce qu'on appelle un emploi subventionné pour les chômeurs - surtout des jeunes et chômeurs de longue durée, en général à formation insuffisante et sans préparation professionnelle. Une grande partie est représentée par des Tsiganes qui correspondent au maximum aux critères. Pourtant, les études (A. Jéliazkova, 2001) montrent que la majeure partie des Tsiganes chômeurs (91 %) n'ont participé à aucun programme d'emploi ou de recyclage. Une grande partie de ceux qui ont participé à ces programmes (6 %) déclarent que ceux-ci ne les ont aucunement aidé et très peu considèrent qu'ils les ont aidés un peu. Très peu sont ceux parmi eux qui, de cette manière, peuvent s'assurer un emploi ultérieur



ou plus stable. Seulement 6.8 % déclarent que la participation à un tel programme les a "beaucoup aidés" lors de la recherche d'un emploi.

Au mois de janvier 1999, a été adopté un décret spécial sur la maintenance du registre des producteurs agricoles, ce qui a considérablement aggravé la situation des Tsiganes villageois. Selon ce décret, toutes les personnes qui cultivent des herbes médicinales (100 m²), du tabac (10 ares) ou élèvent une vache doivent être inscrits comme producteurs agricoles et sont exclus des registres des chômeurs et, par conséquent, des allocations sociales. Les Tsiganes sont souvent exclus de l'enregistrement comme chômeurs parce que les travailleurs sociaux qui contrôlent l'exactitude des données exposées dans les demandes d'assistance sociale ne les ont pas trouvés au domicile pendant trois vérifications consécutives, ou parce qu'ils ont reçu des signaux sur le fait que les Tsiganes travaillent en intermittence, ou bien ils les ont surpris à vendre des biens au marché. L'attribution des allocations sociales est souvent accompagnée de tensions entre les Tsiganes et les travailleurs sociaux. Rares sont les Tsiganes qui travaillent dans les bureaux de l'emploi et dans les services d'assistance sociale et qui connaissent bien la psychologie et l'attitude des gens de leur communauté pour gagner leur confiance. Il faut souligner que :

- les travailleurs sociaux n'obtiennent pas de formation spéciale pour travailler avec les Tsiganes, et ceux-ci constituent la partie dominante de leurs clients.
- la société dans le pays n'est pas encore sensible aux problèmes des petits groupes ethniques, aux problèmes de la discrimination.

En pratique, les règles en vigueur dans le pays pour l'obtention des allocations sociales par les chômeurs mènent à la formation d'un comportement passif et irresponsable chez les bénéficiaires, car les services sociaux sanctionnent (arrêtent ou refusent l'attribution des allocations sociales) à chaque tentative de la personne de manifester de la responsabilité et de trouver un emploi, afin de gagner un peu d'argent par le travail pour la subsistance de ses enfants. La situation est difficile et le sera davantage dans l'avenir, à la suite de telle démarche, appliquée plus d'une décennie, pour que la réadaptation de ces gens au travail se fasse dans les conditions d'un chômage prolongé.

La pauvreté, comme le chômage, est plus répandue chez les Tsiganes. Dans le pays, des tentatives plus sérieuses pour définir théoriquement la pauvreté ont été faites après 1995-1997 par l'utilisation de différentes démarches de la part des économistes et des sociologues. Les économistes concentrent leur attention sur les causes et les conséquences de la pauvreté, sur son estimation et sur la définition de ce qu'on appelle "le seuil de la pauvreté". Dans leurs études, ils s'appuient sur les données de la statistique (l'information des budgets des foyers, les revenus, etc.) et d'autres institutions officielles (Ministère du travail et de la politique sociale, des études syndicales et autres). Les sociologues mettent l'accent sur le fait que la pauvreté est quelque chose qui dépasse les bas revenus, insuffisants pour satisfaire les nécessités fondamentales de la personne et de la famille, sur le besoin de concevoir la pauvreté comme un facteur conditionnant tous les autres aspects de la vie de l'homme. En d'autres mots, les sociologues orientent davantage d'attention sur la manière dont les gens conçoivent la pauvreté et eux-mêmes dans les nouvelles conditions sociales (I. Tomova, 2000). Pour eux, la pauvreté (A. Jéliazkova, 1997) conditionne l'accès à une formation et à un service de santé de qualité, à une



existence décente - la conception de différents degrés de liberté, de dignité conservée, d'un standard de vie satisfaisant, de moral.

Dans l'étude de l'UNDP de 2002, à la question "Comment définissez-vous votre famille?", c'est-à-dire sa situation matérielle,

- 48.6 % ont répondu *pauvre*
- 30.5 % - *miséreuse*
- 20.3 % - *moyenne*
- 0.6 % - *riche*

Parmi ceux qui vivent pauvrement et misérablement (79 %), la partie dominante (85 %) vivent dans un village et dans des régions éloignées. Parmi les enquêtés, 38 % ont répondu vivre dans la famine constante, 27 % - ne mangent pas 1-2 jours par mois et 10 % ne mangent pas 1-2 jours par an. Seulement 24 % ont répondu de ne pas manquer de nourriture. Comment les affamés surmontent-ils la situation? La plus grande partie avouent qu'en période de famine ils empruntent de l'argent aux voisins (48 %), mais d'autres (44 %) disent qu'ils endurent la faim et ne peuvent rien entreprendre; 28 % empruntent de la nourriture aux voisins, 13 % cherchent de la nourriture dans les champs et les jardins (et s'attirent la haine de leurs voisins producteurs des autres groupes ethniques); cherchent quelque chose à manger dans les poubelles (7 %), mendient (4 %), envoient leurs enfants dans la rue pour gagner de l'argent (1.4 %). Les statistiques des études (Institut statistique national, Club "Economie 2000" etc.) révèlent la présence d'un fort lien entre le nombre des enfants et le statut de pauvreté; entre le nombre des membres de la famille qui travaillent et la situation matérielle de celle-ci; entre le niveau de formation, d'emploi et de revenus.

La crise profonde que connaissent les Tsiganes a comme résultat une tendance à la désintégration croissante de ce groupe ethnique, sa marginalisation et sa position stabilisée au fond de l'échelle sociale. Certains comportements sont de plus en plus fréquents comme l'alcoolisme et la dépendance des drogues, les parents qui cessent de s'occuper de leurs enfants ou bien les poussent, dès leur plus bas âge, dans la rue pour voler, mendier et se prostituer afin d'obtenir le moyens nécessaires pour la subsistance.

A sa conférence nationale de février 2003 "Nouvelle réalité - nouvelles réponses", la Confédération des syndicats indépendants bulgare (CSIB) a adopté une Stratégie de syndicalisation 2003-2004 et Plan National d'action sur la syndicalisation 2003. Dans ces documents, une attention spéciale est attribuée à **la syndicalisation dans les régions à population ethnique mixte** et à la syndicalisation des femmes, ainsi qu'aux branches et aux sphères de travail où sont enregistrés le plus souvent des cas de discrimination et de violation des droits des salariés. Deux organisateurs sont nommés, ainsi qu'un Coordonnateur national sur la syndicalisation dans les régions à population ethnique mixte. Les régions prioritaires pour la syndicalisation sont les régions de Haskovo, de Dimitrovgrad, de Kardjali en Bulgarie de Sud-Est. Selon le dernier recensement de 2001, 61.6 % de la population à Kardjali s'autodétermine comme appartenant à l'ethnie turque, 0.8 % se déclarent Tsiganes, et 34.1 % sont Bulgares. A Haskovo - 80.9 % sont Bulgares, 11.3 % des Turcs, 6.2 % - Tsiganes. Ceux qui possèdent des contrats de travail dans ces régions sont 96 274, dont 15 724 sont membres de la CSIHB (la densité syndicale est de 16.3 %). En Bulgarie



de Nord-Est sont désignées les régions de Razgrad, de Targovichté, de Choumen où les ceux qui ont un contrat de travail sont 98 085, et les membres syndicaux de la CSIB sont 22 671, donc la densité syndicale est de 23.11 %. En ce qui concerne la composition ethnique, le tableau est le suivant - à Razgrad - 47.2 % des Turcs, 0.8% - Tsiganes, 44.0 % Bulgares; à Choumen - 60.2 % des Bulgares, 29.1 % des Turcs, 8.1 % - Tsiganes.

Cette politique de la CSIB est une expression du souci de la Confédération pour l'intégration sociale et la défense des différents groupes sociaux. Dans une partie des branches, définies dans la Stratégie comme prioritaires comme l'industrie couturière, la production de tabac, le commerce et les services, les marchés communaux, il y a un grand nombre de représentants des minorités ethniques.

A côté des mécanismes traditionnels pour la défense du droit au travail, la CSIB planifie d'élargir sa participation à la formation, le maintien et le développement de la qualification des travailleurs et des employés - membres du syndicat, en créant de cette manière de meilleures possibilités de non discrimination dans le travail des groupes plus vulnérables - femmes, jeunes, travailleurs âgés, représentants des minorités ethniques, sur la base d'une amélioration de leur aptitude à la concurrence sur le marché du travail.

SOURCES D'INFORMATION

1. Rapport sur le développement humain des Tsiganes en Bulgarie, UNDP, IMIR, S., 2002.
2. Donkov, K. La composition ethnique de la population en Bulgarie, r. "Statistika" 2/94
3. Jéliazkova, A., revue et estimation de la situation des minorités, Commentaire du rapport régulier de la CE pour l'an 2000.
4. Etude de PROON/WTO sur les Tsiganes dans les cinq pays de l'Europe Centrale et Orientale, 2001.
5. La situation ethnoculturelle en Bulgarie, 1992, 1995, IMIR
6. Tomova, Il., 2000, archive de l'IMIR
7. La formation d'underclass dans les milieux des Tsiganes bulgares, Etude dirigée par le Prof. P.-E. Mitev et Dr I. Tomova.